



« Refuser l'accord de libre-échange ne contribuerait pas à maîtriser les incendies dans la forêt amazonienne »

Accès aux marchés internationaux

Des problèmes mondiaux appellent des solutions internationales

29.08.2019

D'un coup d'oeil

Les incendies dans la forêt amazonienne sont préoccupants. Des mesures s'imposent, mais lesquelles? En Suisse, certains milieux préconisent de ne pas ratifier l'accord de libre-échange récemment négocié entre les États membres de AELE et ceux du Mercosur. Quel en serait le bénéfice? Pour la jungle amazonienne, aucun.

Supposons que l'accord de libre-échange entre les États membres de l'AELE et ceux du Mercosur ne soit pas ratifié. La pression urbaine, la demande mondiale de matières premières agricoles et les changements climatiques, soit les trois principales causes de ces incendies, perdureraient. La politique doit prendre des mesures, c'est certain. Mais au lieu de faire dans le symbole, avec l'accord de libre-échange, en pleine campagne électorale suisse, il vaudrait mieux s'asseoir autour d'une table avec les pays concernés et chercher une solution. C'est précisément à Rio de Janeiro que le concept de développement durable s'est établi, en 1992, en tant qu'objectif fondamental de la coopération internationale. La Suisse peut apporter beaucoup dans ce domaine. En particulier via l'accord de libre-échange. En effet, il contient un chapitre sur le développement durable qui rend possible un dialogue sur de tels thèmes.

Au lieu de faire dans le symbole, avec l'accord de libre-échange, en pleine campagne électorale suisse, il vaudrait mieux s'asseoir autour d'une table avec les pays concernés et chercher une solution

En tant qu'exportateurs de produits agricoles, les pays membre du Mercosur sont très affectés par les changements climatiques et très intéressés par des technologies modernes améliorant la durabilité. De nombreuses possibilités s'offrent à eux dans les domaines de la production agricole, des infrastructures, de la gestion de l'eau, de la santé, de l'efficacité énergétique, du recyclage, de la prévention des catastrophes, de la numérisation ou de la formation – à condition toutefois de pouvoir s'appuyer sur l'accord de libre-échange. Les consommateurs disposent également d'un levier important: des denrées alimentaires de qualité se vendent mieux quand leur caractère durable est certifié. Ainsi, le commerce renforce les incitations à améliorer la durabilité. La coopération internationale est un passage obligé pour toute personne qui souhaite contribuer à la résolution de problèmes mondiaux. Refuser l'accord de libre-échange ne contribuerait pas à éteindre les incendies dans la forêt amazonienne.